

ARRÊTÉ PORTANT HABILITATION DE MONSIEUR ROLAND PLISSON, AGENT DE LA COMMUNE DE CAUDRY POUR DRESSER LES RAPPORTS NÉCESSAIRES AUX PROCÉDURES DE MISE EN SÉCURITÉ

Le Maire de la Commune de Caudry, Conseiller Départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-24,

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L511-1 à 19,

Vu l'ordonnance n°2020-1144 du 16 septembre 2020 relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations,

Vu les qualifications de Monsieur Roland PLISSON, technicien territorial nommé en date du 1^{er} décembre 2022, notamment sa formation d'adjoint technique Études et Chantier en 2000, son expérience professionnelle de 23 ans dans la conduite de travaux neufs et réhabilitation, ainsi que sa maîtrise de la stabilité des sols, de la résistance des matériaux, de la pathologie des bâtiments et des mesures conservatoires à mettre en œuvre,

Considérant que Monsieur le Maire est investi de pouvoirs de police spéciaux, notamment la police de la sécurité et de la salubrité des immeubles, locaux et installations,

Considérant que Monsieur le Maire est garant de la sécurité et la salubrité publiques,

ARRÊTE

Article 1 – Monsieur Roland PLISSON, à l'égard de ses formations et de son expérience professionnelle en matière de conduite de travaux neufs et réhabilitations, ainsi que de sa maîtrise de la stabilité des sols, de la résistance des matériaux, de la pathologie des bâtiments et des mesures conservatoires à mettre en œuvre est désigné par Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire de la Commune de Caudry, pour établir et signer les rapports nécessaires aux procédures de mise en sécurité conformément aux articles L.511-8 et L.511-9 du Code de la construction et de l'habitat.

Article 2 – Le présent arrêté, sera accompagné d'une ampliation de l'acte portant nomination de Monsieur Roland PLISSON en qualité d'agent de la Commune de Caudry.

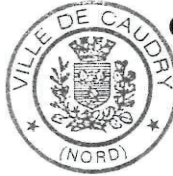
Article 3 – Le présent arrêté sera notifié et publié conformément aux textes en vigueur.

Article 4 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille – 5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 5 - Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caudry, le 20 décembre 2023

Le Maire,
Conseiller Départemental,



Frédéric BRICOUT